

Que peut changer la reconnaissance par la France ?



Bientôt un Etat palestinien reconnu par la France ?/AFP

« Ce qu'il dit importe peu »... C'est par ces mots, peu diplomatiques, que Donald Trump a accueilli hier l'annonce faite par Emmanuel Macron de reconnaître, au nom de la France, un Etat palestinien en septembre prochain. Depuis 24 heures, pour ou contre, les réactions à cette annonce présidentielle ont fleuri dans le monde entier, mais, sur le fond, quelle peut en être sa portée ou, autrement dit, la France peut-elle faire bouger les choses pour parvenir à une sortie de crise dans la région ?

C'est tout l'enjeu de la prise de position élyséenne. Déjà en mai dernier, le Canada, le Royaume-Uni et la France avaient esquissé une ouverture dans une déclaration commune, laissant entrevoir une reconnaissance coordonnée. La France toujours,

s'était également montrée à la manœuvre aux côtés de l'Arabie saoudite pour reconnaître un Etat palestinien, mais les frappes américano-israéliennes sur l'Iran, en juin dernier, avaient interrompu le processus.

Pourrait-il en être différemment aujourd'hui ? « Si la France parvient à entraîner derrière elle d'autres États, notamment européens comme le Royaume-Uni, voire des pays arabes, alors une dynamique politique peut émerger », explique Didier Billon, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Toutefois, ce geste politique, aussi marquant soit-il, risque de ne pas changer la situation sur le terrain. « À Gaza comme en Cisjordanie, ça ne changera rien. Les plans de Benjamin Netanyahu sont clairs : poursuivre

les bombardements, affamer la population et forcer à l'exode partiel des Palestiniens. Ce n'est pas une déclaration française, aussi forte soit-elle symboliquement, qui modifiera cette réalité immédiate », poursuit l'expert.

« Un État n'est pas une fiction »

Grand connaisseur de la région, le politologue et directeur de l'Observatoire des pays arabes, Antoine Basbous, se montre encore plus sévère. « Un État n'est pas une fiction, et cette déclaration française n'assure pas une assise territoriale aux Palestiniens. En fin de compte, il s'agira principalement d'un enjeu de communication et de diplomatie publique », explique-t-il.

Un coup d'épée dans l'eau, donc ? Pas tout à fait. Alors que des images de famine nous proviennent de Gaza, « Em-

manuel Macron ne peut plus faire comme si de rien n'était. Cette reconnaissance tardive est aussi une réponse aux pressions morales et politiques internes. Elle peut contribuer à réconcilier une partie de la population avec une diplomatie française qui semblait absente jusque-là », souligne Didier Billon.

Autre enjeu majeur : le Hamas. Considéré comme une organisation terroriste, il demeure un obstacle à toute solution politique viable. « **Le Hamas est mort, mais pas encore enterré** », note Antoine Basbous. Or, « **même s'il continue à prendre les Gazouis en otages pour sa survie, il ne figurera pas dans l'avenir de la Palestine** », estime-t-il. Autant dire que l'avenir de l'Etat de Palestine est encore bien flou.

Vanessa Abadie